

Plate-forme

LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC :
REMPART DE NOS ASSISES
DÉMOCRATIQUES



S'ENGAGER
POUR L'AVENIR



SFPQ

SYNDICAT DE LA FONCTION
PUBLIQUE DU QUÉBEC

TABLE DES MATIÈRES



Avant-propos 2

NOTRE VISION

La vision démocratique 3

OFFRIR LES MEILLEURS SERVICES PUBLICS!

En assurant...

• L'exercice des droits et libertés 4

• La défense du bien commun 6

• L'éthique des pratiques gouvernementales 8

• La représentation de l'intérêt public 10

DONNER LE MEILLEUR DE NOUS-MÊMES!

En étant assurés...

• Des moyens d'agir 12

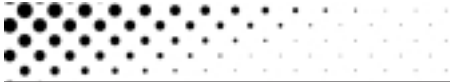
• Du renouvellement du personnel 14

• De la reconnaissance au travail des employées et employés 16

NOTRE ENGAGEMENT

La fonction publique : rempart de nos assises démocratiques 18

TABLEAU 1 : Vision démocratique et vision d'affaires 19



Avant-propos

En 2005, le Congrès recommandait que le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) révise sa plate-forme *Pour une fonction publique forte et démocratique*. À cette fin, plusieurs consultations ont été menées auprès d'instances et de divers comités. De manière générale, les modifications proposées dans cette nouvelle plate-forme visent à donner plus de visibilité à la mission sociopolitique du SFPQ, à mettre en valeur le rôle démocratique de la fonction publique du Québec dans la société québécoise, à formuler des demandes cohérentes aux orientations du Syndicat et à mobiliser les membres et les partenaires autour des enjeux des prochains cycles d'activité.

Dans la première partie, le SFPQ s'engage à défendre les assises démocratiques de la société québécoise et réclame du gouvernement du Québec qu'il adopte et applique des politiques permettant à la fonction publique du Québec de réaliser pleinement ces quatre finalités démocratiques :

1. La protection de l'exercice des droits et libertés;
2. La défense du bien commun;
3. La surveillance de l'éthique des pratiques gouvernementales;
4. La représentation de l'intérêt public.

La deuxième partie réaffirme l'urgence d'accorder des moyens d'agir à la fonction publique, de renouveler son personnel et de reconnaître le travail de ses employées et employés. Cette plate-forme *La fonction publique du Québec : rempart de nos assises démocratiques* constitue le point d'ancrage des stratégies d'action du SFPQ pour les prochaines années.

NOTRE VISION



LA VISION DÉMOCRATIQUE

« La société québécoise se porterait bien mieux si l'État se contentait de supporter les initiatives du secteur privé. Si les fonctionnaires ne mettaient pas des bâtons dans les roues, les entreprises créeraient encore plus d'emplois et plus de richesse. L'État doit agir comme une entreprise privée. »

La vision d'affaires, dont s'inspirent ces voix, a gagné le gouvernement du Québec. Il a décidé de vendre!...

Vendre des manières de faire!

Vendre des biens publics!

Vendre des services publics!

Vendre la fonction publique!

Pour faire acheter son point de vue par l'opinion publique, le gouvernement n'hésite pas à élaborer des scénarios catastrophes sur la situation économique du Québec. Selon lui, l'État ne serait plus en mesure d'assurer la prestation de tous les services auxquels ont droit les citoyennes et les citoyens, et ce, même s'il est généralement admis que le Québec est plus riche et plus prospère qu'avant. La campagne de peur est tellement efficace que nous en venons à croire que « réduire la taille de la fonction publique » est nécessaire.

Mais, cela est contraire à ce que nous voulons! Ainsi, dans cette plate-forme, le SFPQ vise à mobiliser ses membres autour des objectifs suivants :

Offrir les meilleurs services publics!

Donner le meilleur de nous-mêmes!

Le SFPQ rappelle que :

L'État n'est pas une entreprise privée...

C'EST L'INSTRUMENT DE LA VIE DÉMOCRATIQUE!

Le gouvernement du Québec n'est pas une direction d'entreprise...

C'EST LE REPRÉSENTANT ÉLU DE NOTRE VOLONTÉ COLLECTIVE!

La fonction publique n'est pas une usine de production...

**C'EST L'INSTITUTION QUI VEILLE AU RESPECT DE NOS RÈGLES
DE SOCIÉTÉ!**

La fonction publique n'est pas un coût d'exploitation...

**C'EST NOTRE FORCE DE TRAVAIL AU SERVICE DES CITOYENNES
ET DES CITOYENS!**

Les services publics ne sont pas des produits...

**CE SONT LES OUTILS DE L'ÉQUITÉ, DE LA SOLIDARITÉ
ET DE LA JUSTICE SOCIALE!**

Les citoyennes et les citoyens ne sont pas des clients qui monnaient les services publics...

CE SONT DES PERSONNES AYANT DES DROITS!

OFFRIR LES MEILLEURS SERVICES PUBLICS



OFFRIR LES MEILLEURS SERVICES PUBLICS EN ASSURANT... L'EXERCICE DES DROITS ET LIBERTÉS

Les services publics (...), nous sommes condamnés à les défendre sans relâche.

*Louis Gill, économiste
Colloque du SFPQ, 2007*

Devant les menaces qui pèsent sur nos services publics, le SFPQ défendra toujours les services aux citoyens et les droits de ses membres.

Lucie Martineau, vice-présidente, SFPQ, 2007

CONSIDÉRANT...

QUE notre société démocratique reconnaît les droits et les libertés des citoyennes et des citoyens en vertu des chartes, des lois et des règlements;

QUE les chartes, les lois et les règlements sont appliqués par la fonction publique du Québec;

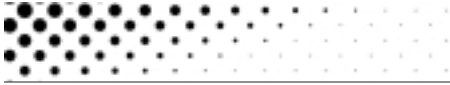
QUE la fonction publique du Québec est ainsi en mesure d'assurer des services publics de qualité, accessibles et universels pour toutes les citoyennes et tous les citoyens québécois.

MAIS SACHANT...

QUE la réduction de la taille de la fonction publique se traduit par la diminution des budgets, des ressources et du personnel alloués à la fonction publique;

QUE la diminution des budgets, des ressources et du personnel alloués à la fonction publique oblige les ministères et les organismes gouvernementaux à commercialiser des services publics;

QUE la commercialisation de services publics s'accompagne de leur tarification.



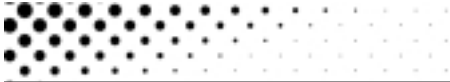
NOUS AFFIRMONS qu'en assurant l'exercice des droits et libertés, la fonction publique du Québec agit comme rempart de nos assises démocratiques. Par conséquent,

NOUS NOUS ENGAGEONS À :

- Dénoncer les politiques de réduction de la taille de la fonction publique;
- Lutter contre la commercialisation des services publics sous toutes ses formes;
- Freiner la tarification des services publics;
- Collaborer avec les syndicats des secteurs publics et parapublics, à l'échelle nationale et internationale, afin de réaliser des actions communes visant la défense des services publics.

NOUS RÉCLAMONS :

- L'augmentation des budgets, des ressources et du personnel alloués à la fonction publique;
- Des services publics de qualité équivalente sur tout le territoire du Québec afin de garantir l'équité entre les régions;
- La prestation de services selon le modèle public québécois pour assurer la qualité, l'accessibilité et l'universalité des services pour toutes les citoyennes et tous les citoyens;
- L'ouverture et le maintien de bureaux ayant pignon sur rue de même que l'affectation du personnel et des ressources nécessaires à leur fonctionnement afin que les citoyennes et citoyens disposent de services personnalisés et humanisés dans toutes les régions du Québec.



OFFRIR LES MEILLEURS SERVICES PUBLICS EN ASSURANT... LA DÉFENSE DU BIEN COMMUN

CONSIDÉRANT...

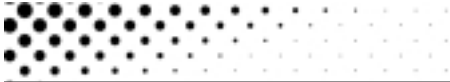
QUE la défense du bien commun est assurée par :

- La prestation de services directs à la population effectuée par la fonction publique du Québec en matière de sécurité publique, d'environnement, de transport, de revenu, de travail, d'éducation, de santé et plus encore;
- Les travaux de surveillance et d'inspection faits par la fonction publique du Québec pour garantir la qualité des produits et des services offerts à la population en matière de sécurité publique, d'environnement, de transport, de revenu, de travail, d'éducation, de santé et plus encore.

MAIS SACHANT...

QUE des politiques gouvernementales qui s'inspirent de la vision d'affaires :

- Donnent la primauté aux mesures économiques au détriment de la défense du bien commun au point de nuire à l'environnement, à la santé et à la sécurité publique, par exemple;
- Assouplissent des normes et des règlements, des mesures de surveillance et d'inspection, ainsi que des sanctions, lesquelles visent à garantir le respect des normes environnementales, de santé et de sécurité publique.



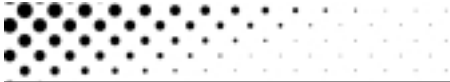
NOUS AFFIRMONS qu'en assurant la défense du bien commun, la fonction publique du Québec agit comme rempart de nos assises démocratiques. Par conséquent,

NOUS NOUS ENGAGEONS À :

- Faire connaître l'impact des projets de loi, des règlements et des mesures qui menacent le bien commun;
- Promouvoir les services publics en collaborant avec des groupes et des coalitions de citoyennes et de citoyens qui se portent à la défense du bien commun.

NOUS RÉCLAMONS :

- La primauté de la défense du bien commun lors de l'élaboration des politiques publiques en matière de sécurité publique, d'environnement, de transport, de revenu, de travail, d'éducation, de santé et toute autre activité publique;
- Le resserrement de la réglementation, des mesures de surveillance et d'inspection ainsi que l'application des sanctions prévues pour assurer la qualité des produits et des services.



OFFRIR LES MEILLEURS SERVICES PUBLICS EN ASSURANT... L'ÉTHIQUE DES PRATIQUES GOUVERNEMENTALES

La pérennité de l'État repose sur une fonction publique professionnelle, permanente et non partisane.

*Christian Rouillard, professeur
Colloque SFPQ, 2007*

Il faut que le gouvernement joue franc-jeu avec la population. Des études et des expériences de sous-traitance montrent clairement que cela coûte plus cher sur un horizon à long terme.

Gaétan Girard, vice-président, SFPQ, 2007

CONSIDÉRANT...

QUE les mesures d'éthique et de discipline applicables au personnel favorisent l'intégrité et l'impartialité de la fonction publique du Québec;

QUE l'intégrité et l'impartialité de la fonction publique du Québec permettent le traitement équitable et sans parti pris des demandes de services;

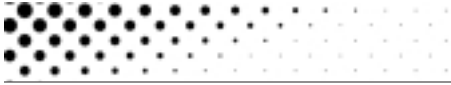
QUE le traitement équitable et sans parti pris des demandes de services repose aussi sur la sécurité d'emploi qui préserve le personnel des pressions politiques.

MAIS SACHANT...

QU'un gouvernement d'affaires tend à :

- Interpréter de manière abusive l'obligation de discrétion du personnel de la fonction publique;
- Précariser les emplois en remplaçant les postes permanents par des postes occasionnels (lorsqu'ils sont comblés);

QU'une interprétation abusive de l'obligation de discrétion du personnel de la fonction publique et la précarisation des emplois empêchent la divulgation des actes d'abus, de malversation, de favoritisme et de gaspillage de fonds publics.



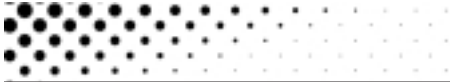
NOUS AFFIRMONS qu'en assurant l'éthique des pratiques gouvernementales, la fonction publique du Québec agit comme rempart de nos assises démocratiques. Par conséquent,

NOUS NOUS ENGAGEONS À :

- Défendre la sécurité d'emploi du personnel de la fonction publique;
- Faire connaître les actes d'abus, de malversation, de favoritisme et de gaspillage de fonds publics qui auront été portés à notre attention.

NOUS RÉCLAMONS :

- Des procédures légales pour permettre au personnel de divulguer sans préjudice les actes d'abus, de malversation, de favoritisme et de gaspillage de fonds publics à une structure parlementaire;
- Des dispositions permettant à cette structure parlementaire d'ouvrir des enquêtes publiques.



OFFRIR LES MEILLEURS SERVICES PUBLICS EN ASSURANT... LA REPRÉSENTATION DE L'INTÉRÊT PUBLIC

Le mouvement syndical a été le défenseur de l'État. En cassant les syndicats, on laisse la place au marché et aux privatisations.

*Jean-Marc Piotte, professeur à la retraite
Colloque SFPQ, 2007*

Tout comme les pyramides, la force du syndicat n'est pas à sa tête, mais au niveau de la base qui le supporte.

Christian Daigle, vice-président, SFPQ, 2007

CONSIDÉRANT...

QUE la représentation de l'intérêt public est assurée par la fonction publique du Québec qui, en offrant des services directs à la population, agit comme intermédiaire entre les citoyennes, les citoyens et le gouvernement;

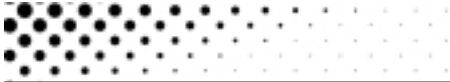
QU'en offrant des services directs à la population, la fonction publique du Québec est en mesure d'évaluer les effets réels des politiques gouvernementales par rapport aux effets escomptés;

QU'étant en mesure d'évaluer les effets réels des politiques gouvernementales par rapport aux effets escomptés, la fonction publique du Québec est la mieux placée pour conseiller le gouvernement dans la mise en œuvre des politiques.

MAIS SACHANT...

QU'un gouvernement d'affaires préfère se fier aux firmes privées d'experts plutôt que de recourir aux services du personnel de la fonction publique en vue de l'évaluation, de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques gouvernementales;

QU'en vue de l'évaluation, de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques gouvernementales, les firmes privées d'experts se préoccupent davantage des intérêts politiques de leurs clients que de l'intérêt public.



NOUS AFFIRMONS qu'en garantissant la représentation de l'intérêt public, la fonction publique du Québec agit comme rempart de nos assises démocratiques. Par conséquent,

NOUS NOUS ENGAGEONS À :

- Représenter les groupes, les citoyennes et les citoyens qui partagent la vision démocratique;
- Participer aux institutions démocratiques afin d'informer et de représenter l'intérêt public;
- Favoriser les débats constructifs au sein de nos propres instances.

NOUS RÉCLAMONS :

- Des pratiques gouvernementales qui favorisent la participation des citoyennes et des citoyens à la vie démocratique;
- La reconnaissance sans équivoque du SFPQ comme porte-parole exclusif du personnel de la fonction publique du Québec qu'il représente;
- Le recours au personnel de la fonction publique pour l'évaluation, l'élaboration et la mise en œuvre de politiques gouvernementales conformes à l'intérêt public.

DONNER
LE MEILLEUR DE
NOUS-MÊMES!



DONNER LE MEILLEUR DE NOUS-MÊMES
EN ÉTANT ASSURÉS...
DES MOYENS D'AGIR

Les néolibéraux veulent affamer l'État en le privant de ses revenus (taxes et impôts).

Robert Jasmin, président d'ATTAQ-Québec
Colloque du SFPQ, 2007

La capacité de payer de l'État dépend essentiellement des choix politiques et des orientations du gouvernement.

Paul Pelletier, vice-président, SFPQ, 2006

CONSIDÉRANT...

QUE la fonction publique doit disposer des moyens d'agir pour assurer l'exercice des droits et libertés, la défense du bien commun, l'éthique des pratiques gouvernementales et la représentation de l'intérêt public;

QUE les moyens d'agir de la fonction publique dépendent des recettes de l'État fixées par le gouvernement;

QUE les recettes de l'État fixées par le gouvernement proviennent du régime fiscal;

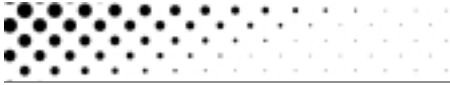
QUE, dans une société démocratique, le régime fiscal doit répartir équitablement les impôts sur le revenu et les taxes à la consommation entre les citoyennes, les citoyens et les entreprises privées.

MAIS SACHANT...

QUE le gouvernement d'affaires maintient un régime fiscal indûment favorable aux grandes entreprises privées;

QU'un régime fiscal indûment favorable aux grandes entreprises privées diminue les recettes de l'État;

QUE la diminution des recettes de l'État sert à justifier les compressions dans les budgets, le personnel et les ressources de la fonction publique;



QUE les compressions dans les budgets, le personnel et les ressources de la fonction publique obligent les ministères et les organismes à recourir à la sous-traitance;

QUE le recours à la sous-traitance, qui implique de payer une marge de profit, ampute de nouveau les recettes de l'État.

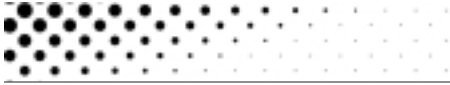
NOUS AFFIRMONS que, comme rempart de nos assises démocratiques, la fonction publique du Québec doit disposer de moyens d'agir. Par conséquent,

NOUS NOUS ENGAGEONS À :

- Lutter contre les compressions de budget, de personnel et de ressources de la fonction publique;
- Dénoncer les problèmes, les coûts et les risques engendrés par le recours aux ressources externes dont la sous-traitance et le partenariat public-privé.

NOUS RÉCLAMONS :

- La mise en œuvre d'un régime fiscal équitable afin de rétablir la capacité financière de l'État;
- L'augmentation des budgets, du personnel et des ressources de la fonction publique;
- La création d'un registre public des contrats octroyés en sous-traitance;
- La divulgation publique de tous les coûts inhérents aux recours aux ressources externes dont les frais sont assumés par le secteur public.



DONNER LE MEILLEUR DE NOUS-MÊMES EN ÉTANT ASSURÉS... DU RENOUVELLEMENT DU PERSONNEL

Les fonctionnaires sont pris en souricière : ils voient les absurdités du terrain et veulent rendre le service, mais les conditions rencontrées les empêchent de rendre ce service correctement.

*André Lacroix, chercheur, CIREA
Colloque du SFPQ, 2007*

Le SFPQ devra livrer une bataille féroce face au gouvernement-employeur afin de conserver des emplois de qualité pour les travailleuses et les travailleurs (...), d'autant plus que ces emplois constituent l'essentiel des services de première ligne offerts à la population.

Lise Dionne, secrétaire générale, SFPQ, 2006

CONSIDÉRANT...

QUE le renouvellement de la fonction publique permet de maintenir l'expertise de la fonction publique;

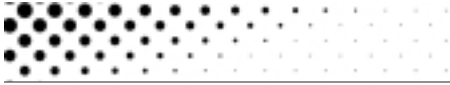
QUE le maintien de l'expertise de la fonction publique découle des politiques gouvernementales en dotation de personnel.

MAIS SACHANT...

QU'un gouvernement d'affaires met en œuvre des politiques d'attrition de la fonction publique, telles que l'embauche d'un seul fonctionnaire pour compenser deux départs à la retraite et le remplacement des postes permanents par des postes occasionnels (seulement lorsqu'ils sont comblés);

QUE les politiques d'attrition de la fonction publique entraînent :

- La dépendance de la fonction publique à l'égard de l'expertise externe;
- L'abolition des postes de première ligne en lien direct avec la population;
- L'accroissement de la tâche du personnel en poste.



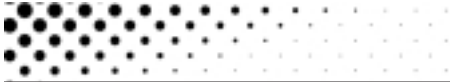
NOUS AFFIRMONS que, comme rempart de nos assises démocratiques, la fonction publique du Québec doit se renouveler. Par conséquent,

NOUS NOUS ENGAGEONS À :

- Nous opposer aux politiques gouvernementales qui entraînent la perte d'expertise de la fonction publique et sa dépendance à l'égard des ressources externes;
- Lutter contre l'abolition des services de première ligne;
- Défendre le personnel aux prises avec des problèmes liés à l'alourdissement de sa tâche, à la surcharge de travail et à la détérioration de son état de santé.

NOUS RÉCLAMONS :

- Des programmes de formation dans le but de rétablir l'expertise du secteur public et de renforcer l'autonomie de la fonction publique;
- L'abolition des politiques d'attrition pour permettre l'embauche et le maintien en poste de personnel permanent en nombre suffisant afin de combler les besoins de la fonction publique, notamment en ce qui concerne la première ligne de services;
- L'établissement d'un plancher minimum d'emplois qui prendrait la forme d'un pourcentage de postes permanents et d'un pourcentage de postes occasionnels par rapport aux effectifs totaux de la fonction publique.



DONNER LE MEILLEUR DE NOUS-MÊMES EN ÉTANT ASSURÉS... DE LA RECONNAISSANCE AU TRAVAIL DES EMPLOYÉES ET EMPLOYÉS

L'idéologie de management de « faire plus avec moins » a atteint le fond du baril (...). Un autre courant se met en place : l'importance de s'occuper des employés.

*Jean-Pierre Brun, professeur
Université Laval, 2004*

La question est d'établir quelle sorte de fonction publique nous voulons. (...) une fonction publique qui s'inspire des valeurs du privé ou des valeurs citoyennes?

Lucie Grandmont, vice-présidente, SFPQ, 2007

CONSIDÉRANT...

QUE la reconnaissance au travail mobilise les employées et employés de l'État;

QUE la mobilisation de ses employées et employés permet à l'État de réaliser sa mission démocratique;

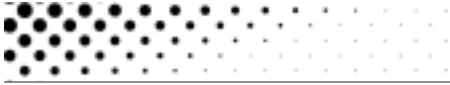
QUE la réalisation de la mission démocratique de l'État se concrétise par de meilleurs services publics, c'est-à-dire des services qui favorisent l'exercice des droits et libertés, la défense du bien commun, l'éthique des pratiques gouvernementales et la représentation de l'intérêt public.

MAIS SACHANT...

QU'un gouvernement d'affaires vise une augmentation de la productivité de la fonction publique sans égard à la mission démocratique de l'État;

QUE l'augmentation de la productivité de la fonction publique sans égard à la mission démocratique de l'État se solde par :

- Des demandes croissantes de rendement des employées et employés, et ce, malgré la pénurie de personnel et de ressources;
- Le recours à des mesures collectives coercitives comme l'imposition des conditions de travail.



NOUS AFFIRMONS que, comme rempart de nos assises démocratiques, la fonction publique du Québec doit être reconnue pour le travail de ses employées et employés. Par conséquent,

NOUS NOUS ENGAGEONS À :

- Combattre les préjugés sur les fonctionnaires;
- Nous opposer aux méthodes de gestion qui visent à accroître le rendement du personnel sans égard au contexte de pénurie de personnel et de ressources;
- Lutter contre l'alourdissement de la tâche et la surcharge de travail.

NOUS RÉCLAMONS :

- Des politiques de gestion qui laissent place aux initiatives du personnel;
- Des négociations de bonne foi sans le recours à des mesures coercitives pour imposer les conditions de travail du personnel de la fonction publique;
- Des méthodes qui évaluent la qualité du travail du personnel au lieu de quantifier leur rendement;
- Le remplacement automatique du personnel en congé de maladie et autres absences par du personnel occasionnel de la fonction publique, et ce, afin de protéger l'état de santé des employées et employés en poste.

NOTRE ENGAGEMENT



LA FONCTION PUBLIQUE : REMPART DE NOS ASSISES DÉMOCRATIQUES

Nos membres sont les piliers de notre modèle démocratique.

Comité consultatif, SFPQ, 2007

Avec sa vision d'affaires, le gouvernement laisse de plus en plus de place au secteur privé dans l'organisation de la vie en société. Il sacrifie la fonction publique du Québec même si cela ébranle nos assises démocratiques, à savoir l'exercice des droits et libertés, la défense du bien commun, l'éthique des pratiques gouvernementales et la représentation de l'intérêt public.

Le SFPQ s'engage à défendre activement la fonction publique du Québec et son personnel pour susciter et préserver nos assises démocratiques. Nos services publics sont le gage d'une société plus fraternelle, plus solidaire, plus égalitaire, plus digne et plus respectueuse de son environnement.



TABLEAU 1
VISION DÉMOCRATIQUE
ET VISION D'AFFAIRES

SFPQ (vision démocratique)	ENTREPRISE PRIVÉE (vision d'affaires)	GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (vision d'affaires)
OFFRIR LES MEILLEURS SERVICES PUBLICS! DONNER LE MEILLEUR DE NOUS-MÊMES!	POUR LA RENTABILISATION DE L'ENTREPRISE! PRODUIRE PLUS!	POUR LA RENTABILISATION DES SERVICES FAIRE PLUS AVEC MOINS!
DÉVELOPPER LES SERVICES	RATIONALISER LES OPÉRATIONS	RATIONALISER LES SERVICES
Offrir aux citoyennes et citoyens tous les services auxquels ils ont droit	Se spécialiser	Se consacrer à la santé et à l'éducation
Offrir des services personnalisés de proximité	Fermer des filiales et centraliser la gestion	Fermer des points de services et centraliser la gestion
Donner aux ministères et organismes les budgets nécessaires	Diminuer le budget des départements	Diminuer le budget des opérations internes
Accorder aux ministères et organismes le personnel requis	Mettre à pied le personnel excédentaire	Remplacer un seul fonctionnaire sur deux
REVOIR LE RAPPORT DE L'ÉTAT AVEC LES CITOYENNES ET CITOYENS	DIMINUER LE RAPPORT QUALITÉ/PRIX DES PRODUITS	REVOIR LE RAPPORT QUALITÉ/PRIX DES SERVICES
Répartir équitablement les taxes et les impôts entre les entreprises et les particuliers	Augmenter les prix	Tarifier les services publics
Appliquer des normes et des règles pour protéger les citoyennes et citoyens	Assouplir les normes de production pour plus de flexibilité	Assouplir les opérations de contrôle sur le terrain
Déployer la prestation de services sous toutes ses formes	Déployer les technologies	Déployer les services payants en ligne
Développer les activités de l'État en fonction des enjeux	Sous-traiter des opérations	Sous-traiter des activités de l'État pour s'en départir
S'ADAPTER AUX DEMANDES DES CITOYENNES ET CITOYENS	ADAPTER L'OFFRE À LA DEMANDE	ADAPTER LE MODÈLE PUBLIC AU MODÈLE PRIVÉ
Offrir des services publics conformes aux besoins	Commercialiser des produits en fonction du marché	Commercialiser les services publics
Introduire des pratiques humanisées	S'introduire dans les nouveaux marchés	Introduire le secteur privé dans le marché public
Former des alliances pour défendre le bien commun	Former des monopoles pour éliminer la concurrence	Former des partenariats public-privé pour éliminer des activités de l'État



SFPQ

SYNDICAT DE LA FONCTION
PUBLIQUE DU QUÉBEC

SIÈGE SOCIAL
5100, boul. des Gradins
Québec (Québec) G2J 1N4
(418) 623-2424
(418) 623-6109
communication@sfpq.qc.ca

Visitez le www.sfpq.qc.ca
et abonnez-vous au **WebExpress**

Janvier 2008